



Lundi 26 mai 2025

Seule la mobilisation pourra stopper le soutien des dirigeants impérialistes à ce génocide

Les images de Gaza sont chaque jour plus insoutenables. Les horreurs qu'inflige le régime de Netanyahu à une population civile désarmée relèvent du crime contre l'humanité qui vise à faire disparaître le peuple palestinien. Un « génocide en direct », dit Amnesty International, contre lequel nous, travailleurs, nous devons et nous pouvons agir !

Les larmes de crocodile n'arrêtent pas les massacres

Le Canada, la France et la Grande-Bretagne ont publié un communiqué commun pour dénoncer les « actes honteux du gouvernement Netanyahu ». Mais 40 % des importations israéliennes viennent d'Europe, dans le cadre d'un accord commercial. Le 20 mai l'Union européenne a annoncé « vérifier » si Israël respecte « toutes les dispositions de l'accord, fondées sur le respect des droits de l'homme ». Qu'y a-t-il à vérifier, lorsque chaque jour des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes meurent sous les bombes, ou de faim à cause du blocus imposé par l'armée israélienne ? Pendant le génocide, le commerce continue, y compris celui des armes. Les États-Unis ont annoncé fin avril la livraison de plus de 3 000 nouvelles bombes à larguer sur Gaza. La France n'est pas en reste, qui livre des composants militaires indispensables aux armements israéliens.

Honte à Macron qui continue de criminaliser le soutien à la Palestine !

Quoi qu'ils en disent, les États impérialistes continuent de soutenir Israël car, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, il est l'un de leurs gendarmes dans cette partie du monde, prêt à intervenir contre les peuples qui se révoltent contre l'ordre capitaliste dans la région.

Voilà pourquoi Macron réprime celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien. Après la menace de dissoudre l'association Urgence Palestine qui organise les manifestations, c'est une enseignante du lycée de Sens qui est suspendue pour avoir organisé une minute de silence pour Gaza ! Honte ! Honte à ce gouvernement qui couvre les génocidaires et réprime ceux qui dénoncent ce massacre !

Pour détourner l'attention et flatter le racisme, Retailleau fait grand bruit autour d'un rapport sur le prétendu « entrisme des Frères musulmans » en France.

Rapport qui pointe en réalité le déclin de ce mouvement. Mais qui parle de « l'entrisme » des soutiens aux génocidaires du gouvernement Netanyahu, depuis les plateaux de CNews jusqu'au plus haut sommet de l'État ? Contre tous les poisons racistes, contre l'antisémitisme comme l'islamophobie, contre les amalgames haineux du pouvoir, unissons nos forces pour dire qu'à Gaza, c'est toute l'humanité qu'on assassine !

Amplifions la mobilisation pour exiger la fin du soutien au génocide !

Si Macron et Starmer critiquent aujourd'hui Netanyahu en paroles, c'est parce qu'ils craignent que sa guerre contre tous les peuples de la région déstabilise les dictatures arabes complices et déclenche des révoltes populaires en Jordanie, au Liban, en Syrie ou en Égypte. C'est tout ce qu'on peut souhaiter... et nous pouvons y contribuer ici en montrant que les génocidaires et leurs complices n'agissent pas en notre nom, pas au nom des classes populaires !

En Israël même, les manifestations continuent : des centaines d'Israéliens se sont rendus sur la frontière avec Gaza pour exiger la fin des bombardements, brandissant des panneaux « Palestinian lives matter ». Aux États-Unis, la présidente de l'université de Columbia a été huée par des centaines d'étudiants criant « Free Palestine » et « Free Mahmoud », cet étudiant palestinien arrêté pour avoir manifesté en soutien à la Palestine. À la Haye, plus de 100 000 personnes ont manifesté pour exiger la rupture des relations avec Israël. Oui, c'est bien la seule chose qui permettra de mettre un terme à ce génocide : poursuivre et amplifier la mobilisation pour stopper le soutien de nos gouvernements à l'État israélien !

Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code



Le 5 juin : en grève !

Dans les ateliers de métro les cadences et la pression se font de plus en plus ressentir et cerise sur le gâteau, nos salaires comme ceux de l'ensemble des travailleurs de la RATP n'ont pas augmenté cette année ! Cela fait plusieurs années que nos revenus diminuent face à l'inflation. Si l'on veut arracher les 300 euros pour toutes et tous que l'on juge à minima nécessaires, faisons-nous entendre lors de la journée de grève du 5 juin ! A la SNCF aussi une grève est prévue ce jour-là, nos intérêts sont les mêmes, faisons-nous entendre ensemble c'est ainsi que nous serons plus fort !

Attaque sur les HV !

Dans certains ateliers comme à Saint-Fargeau la direction attaque les heures variables en voulant profiter des réorganisations pour gratter un peu plus sur nos conditions de travail et de vie ! Mais on ne s'est pas laissé faire : pendant 10 jours on a organisé des débrayages et des piquets pour montrer notre refus. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Transfert sec, promesses creuses !

Ces derniers jours, les collègues des dépôts de Flandre et Pavillons ont reçu un courrier qui annonce le transfert à venir chez un nouvel employeur, que ce soit la filiale de la RATP, de Keolis ou d'ATM. Pas de surprise, le nom des repreneurs a déjà été donné en avril par IDFM, mais on admire le style et la méthode.

On nous parle de transfert « automatique » alors que c'est en réalité un transfert forcé pour nous faire bosser pour un nouveau patron ! Quel que soit le patron, ils veulent qu'on n'ait pas notre mot à dire : en cas de refus, on est licencié. Et si on accepte, on sait que ce sont de nouvelles conditions de travail tirées vers le bas qu'ils vont tenter de nous imposer ! Les « garanties » et le « sac à dos social » agités par la direction sonnent creux.

Notre meilleure garantie c'est de nous réunir et de nous organiser pour imposer nos revendications, il n'est pas trop tard !

Grève en Belgique

Ce mardi en Belgique, les travailleurs du secteur public se sont mis en grève. Ils luttent contre la réforme des retraites qui reporte l'âge de départ à 67 ans et contre des coupes budgétaires qui provoquent des suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail. Dans les transports en

commun, la grève a été bien suivie, notamment dans les grandes villes comme Bruxelles. Cette journée n'est qu'un début et appelle un mouvement plus large, mêlant travailleurs du public et du privé !

Journée contre l'homophobie dans le football professionnel : peut mieux faire

Dans le sillage de la Journée mondiale contre l'homophobie, célébrée le 17 mai dernier, la Ligue de football professionnel organise depuis plusieurs années une journée contre l'homophobie dans le football. À cette occasion ; les joueurs de Ligue 1 et Ligue 2 portent un maillot avec le mot « homophobie » barré en rouge, et les arbitres, entraîneurs et délégués arborent des brassards aux couleurs de l'arc-en-ciel, symbole de la lutte contre l'homophobie. En outre, des animations sur ce thème sont organisées dans les stades lors des matchs. Initiatives louables qui semblent cependant avoir peu d'impact. Cette saison la Ligue a distribué 107 amendes à des joueurs, à leurs entraîneurs ou à leurs supporters pour « expressions orales et banderoles à caractère discriminatoire et insultant », la plupart homophobes ou sexistes. Ce qui représente le double de la saison précédente. De plus, cette année, quatre joueurs ont manifesté leur opposition à cette initiative, soit en refusant de jouer, soit en cachant sur leur maillot le logo anti-homophobe avec du sparadrap, soit en proférant des insultes... homophobes. La fin de l'homophobie dans le foot n'est pas pour demain.

Antilles : une breloque pour l'homme le plus riche des îles

Le Groupe Bernard Hayot a été une des cibles ces derniers mois des manifestations contre la vie chère aux Antilles. Et pour cause. L'entreprise a une position dominante dans la grande distribution et les concessions automobiles dans plusieurs territoires ultramarins et en profite pour pratiquer des prix prohibitifs. Autant de bonnes raisons sans doute pour lesquelles Bernard Hayot, son PDG, vient d'être promu par Macron grand officier de la Légion d'honneur. Aux exploiteurs et aux profiteurs, la patrie reconnaissante.

Les patrons ne travaillent pas, ils font de la politique

